

# En Creuse, un habitant sur trois vit loin d'une ville

Insee Analyses Nouvelle-Aquitaine • n° 104 • Décembre 2021



Avec 117 500 habitants, la Creuse est, en 2018, le deuxième département le moins peuplé et le moins dense de France métropolitaine. En dépit d'un solde migratoire positif, les décès sensiblement supérieurs aux naissances prolongent la baisse historique de la population creusoise. Ce territoire rural est largement tourné vers l'agriculture, l'élevage bovin notamment. Les jeunes quittent massivement le département, les retraités sont surreprésentés et les cadres relativement moins nombreux. La pauvreté monétaire est plus présente. Les administrations publiques et l'économie sociale sont des employeurs importants.

La Creuse s'étend sur 5 565 km<sup>2</sup>, une superficie dans la moyenne des départements français. Avec 21 habitants par km<sup>2</sup>, contre 71 en Nouvelle-Aquitaine, c'est, après la Lozère, le deuxième département le moins dense de France métropolitaine.

Le département borde le nord-ouest du Massif Central et s'élève progressivement vers le sud et l'est jusqu'au plateau de Millevaches. Il est peu urbanisé, mais constitue un espace de passage. Il est bordé à l'ouest par l'A20 (Paris-Toulouse), et traversé d'est en ouest au nord du territoire par la RN145 qui relie l'A20 à l'est de la France par Montluçon. Les infrastructures ferroviaires sont organisées selon le même modèle : la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse traverse le département du nord au sud avec une étape à La Souterraine à l'ouest. Une ligne transversale joint Montluçon à Limoges, par Guéret.

## Trois fois plus d'habitants en dehors d'une aire d'attraction

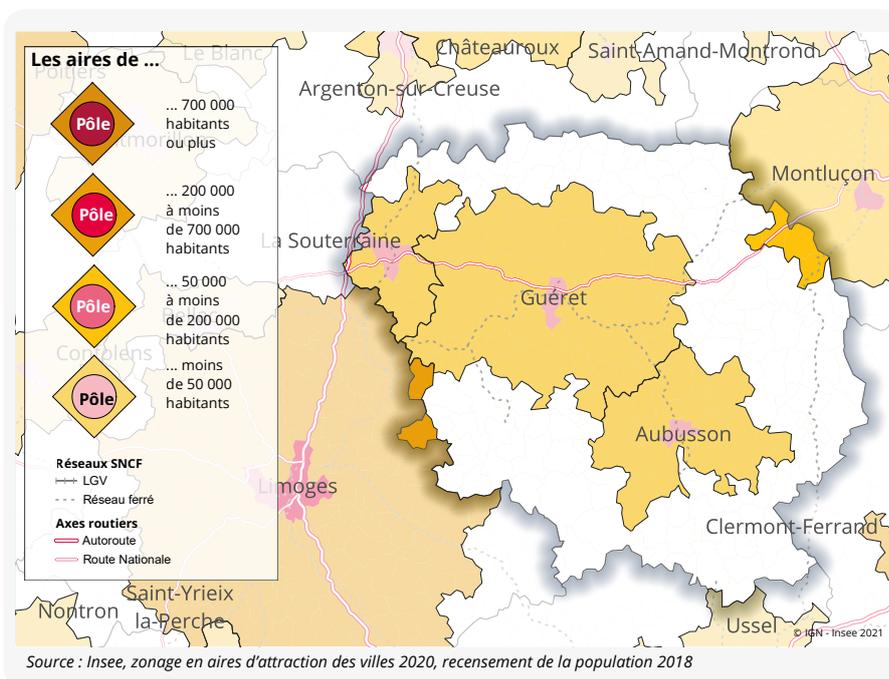
Comme le suggère sa faible densité de population, la Creuse est le deuxième département le moins peuplé de France, derrière la Lozère également. Ses 117 500 habitants ne représentent que 2 % de la population néo-aquitaine. Les Creusois sont les moins nombreux (18 %) en France métropolitaine à vivre dans un pôle d'une aire d'attraction

des villes. L'essentiel des habitants résidant dans une aire d'attraction des villes se répartit au sein des trois aires de Guéret (48 700 habitants), au centre du département sur la RN145, d'Aubusson (12 200), au sud-est, ville-porte du plateau de Millevaches, et de La Souterraine (11 700) au nord-ouest à proximité de l'A20 ► **figure 1**. Plus d'un tiers des habitants vit en dehors d'une aire d'attraction des villes, trois fois plus que la moyenne régionale (13 %).

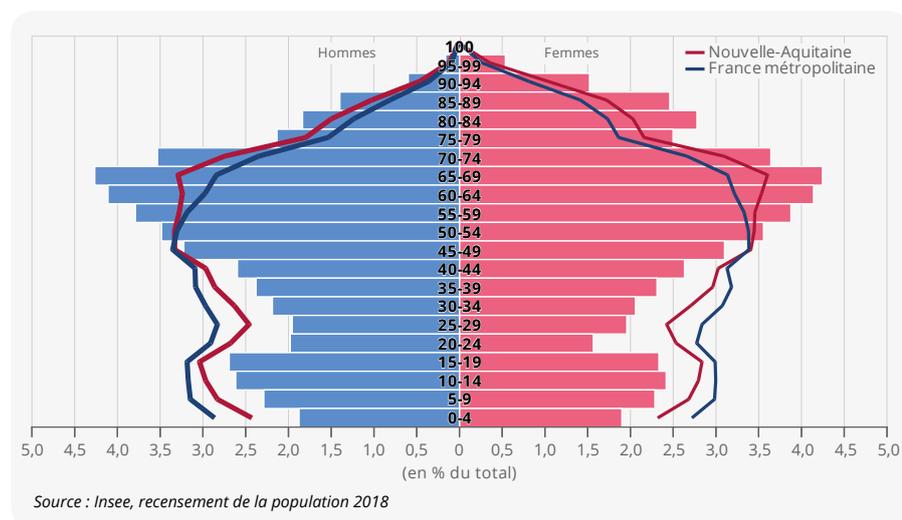
## Une population âgée et vieillissante

En raison des phénomènes d'urbanisation et d'exode rural, la population creusoise diminue depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Entre 2008 et 2018, cette tendance se poursuit : la Creuse a perdu près de 6 400 habitants, soit - 0,5 % par an, quand la population régionale croît de 0,6 % par an. Cette dynamique est portée par le déficit naturel, différence entre naissances et décès, dont la contribution à l'évolution de

### ► 1. Aires d'attraction des villes de la Creuse



## ► 2. Pyramide des âges de la Creuse



population (- 0,8 %) est la plus importante de France métropolitaine. Le solde migratoire apparent, différence entre les arrivées et les départs du département, est positif (+ 0,3 % par an), mais deux fois inférieur à l'excédent migratoire régional ; il ne permet pas de compenser le déficit naturel ► **figure 2**.

La population creusoise est, en effet, la plus âgée de la région, avec un âge médian de 52 ans, contre 45 ans pour les Néo-Aquitains. Les taux des 65 ans et plus (30,1 %) et de moins de 20 ans (18,1 %) sont respectivement le plus élevé et le plus bas de la région. Le déficit est particulièrement marqué entre 20 et 50 ans. Les grandes agglomérations et les pôles universitaires les plus proches (Limoges, Clermont-Ferrand, Poitiers...) situés hors du département provoquent le départ des jeunes Creusoises – et tout particulièrement des jeunes Creusoises entre 20 et 24 ans – motivés par la poursuite d'études supérieures ou leur insertion sur un marché du travail plus vaste. La sous-représentation de ces populations en âge d'avoir des enfants nourrit en retour le déficit du solde naturel.

### Un tiers de résidences secondaires et logements vacants

La Creuse compte 88 700 logements en 2018 dont seuls 64,8 % sont des résidences principales, contre 79,4 % pour la région. Les Creusoises sont plus souvent propriétaires de leur résidence (72 % des ménages) que les Néo-Aquitains dans leur ensemble (62 %).

Le département se démarque, tant par l'importance des résidences secondaires (19,8 %) que celle des logements vacants (15,5 %). Dans certaines intercommunalités comme les Communautés de communes du Pays Dunois au nord du département, de Creuse Sud-Ouest, de Marche et

Combraille en Aquitaine à l'est, plus d'un logement sur quatre est une résidence secondaire ou occasionnelle. Les logements vacants représentent près d'un logement sur cinq dans la Communauté de communes de Creuse Confluence, autour de Boussac.

La forte proportion de résidences non principales est étroitement liée à la baisse tendancielle de la population creusoise. Celle-ci s'est traduite entre 2008 et 2018 par une augmentation de 3,7 points de la part des logements vacants, soit un rythme supérieur à celui de la baisse des résidences principales (- 2,5 points). La diminution de la taille moyenne des ménages ne suffit donc pas à enrayer le recul des résidences principales. La part des ménages d'une personne est pourtant passée de 36 % à 41 % et est devenue la taille de ménage la plus fréquente, devant les couples sans enfant. Ceci s'explique notamment par la part grandissante des plus de 65 ans habitant seuls, principalement du fait de la disparition de leur conjoint.

### Une spécificité marquée des activités agricoles

Conséquence directe du vieillissement de sa population, la Creuse est le département comptant la plus forte proportion d'inactifs de France

## ► 3. Emploi selon le secteur d'activité en Creuse

	Emploi salarié au 31/12/2019	Emploi total au 31/12/2019		
		Creuse	Nouvelle-Aquitaine	Part du département en Nouvelle-Aquitaine (en %)
<b>Effectifs (en milliers)</b>	<b>32</b>	<b>40</b>	<b>2 452</b>	<b>1,6</b>
<i>dont (en %)</i>				
Agriculture	2,3	11,4	4,4	4,2
Industrie	11,6	10,1	11,7	1,4
Construction	4,9	5,6	6,7	1,4
Tertiaire marchand	33,8	32,9	44,8	1,2
Tertiaire non marchand	47,5	40,0	32,3	2,0

Source : Estimations d'emploi localisées 2019

métropolitaine. Dans la population de 15 ans ou plus, deux Creusoises sur cinq sont retraitées. À l'inverse, les autres personnes sans activité professionnelle (c'est-à-dire les chômeurs n'ayant jamais travaillé, militaires du contingent, élèves et étudiants) sont pour leur part moins nettement présentes qu'ailleurs, en raison principalement du départ de nombreux étudiants vers d'autres départements où l'offre d'enseignement est plus riche.

Au 31 décembre 2019, avec 40 100 emplois en Creuse, soit 1,6 % de l'emploi régional

► **figure 3**, le nombre des emplois diminue dans le sillage de la dynamique démographique : entre 2009 et 2019, le département perd 2 700 emplois (- 0,6 % par an en moyenne), à rebours de la tendance régionale (+ 0,7 % par an).

Le profil rural de la Creuse coïncide avec une nette surreprésentation des agriculteurs, qui constituent 8,5 % des actifs (2,4 % pour la région), assortie d'une sous-représentation des cadres et professions intellectuelles supérieures, lesquels sont habituellement plus présents dans les grandes villes : 8 % contre 12,9 % pour la région. Les professions intermédiaires sont également sous-représentées (20,7 % contre 24,3 % dans la région), la Creuse figurant parmi les départements français avec la plus faible part de cette catégorie. 2 points au-dessus du niveau régional, 31,9 % des actifs sont des employés. Dans la moyenne régionale, les ouvriers représentent 22,8 % des actifs.

La forte présence des non-salariés dans l'économie (un emploi sur cinq, la plus forte représentation en Nouvelle-Aquitaine) est directement liée à l'importance des activités agricoles dans le département. Très spécialisée, l'agriculture creusoise est tournée vers l'élevage, et tout particulièrement l'élevage de bovins à viande (principalement des Limousines et des Charolaises). Avec un cheptel de 418 000 têtes, dont 169 000 nourrices, la Creuse est au premier rang régional avec 18 % de l'activité régionale en 2019. Pour autant, la filière n'est pas complète : l'essentiel de la production est acheminé vers des abattoirs situés en dehors du département, notamment en Haute-Vienne et Corrèze.

## ► 4. Les principaux établissements publics et privés employeurs de la Creuse

Raison sociale	Tranche d'effectifs salariés	Activité	Commune
<b>Public</b>			
Centre hospitalier de Guéret	1000 à 1499	Activités hospitalières	Guéret
Département de la Creuse	1000 à 1499	Administration publique générale	Guéret
Centre hospitalier La Valette	500 à 749	Activités hospitalières	Saint-Vauray
Centre hospitalier d'Aubusson	250 à 499	Activités hospitalières	Aubusson
Mairie de Guéret	250 à 499	Administration publique générale	Guéret
<b>Privé</b>			
Centre médical MGEN	250 à 499	Activités hospitalières	Sainte-Feyre
Dagard	250 à 499	Fabrication d'équipements aéronautiques et frigorifiques industriels	Boussac
Association d'aide à domicile aux personnes âgées	250 à 499	Aide à domicile	Aubusson
ELISAD	150 à 199	Aide à domicile	Guéret
Saint-Gobain Eurocoustic	150 à 199	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques n.c.a.	Genouillac

Source : Insee, Flores 2018

L'activité laitière reste présente, et fournit des entreprises agroalimentaires locales, mais est en recul tendanciel. Les cultures végétales, qui n'occupent qu'un dixième des surfaces agricoles, sont davantage concentrées à l'est du département. D'autres types de production, céréalières ou de maraîchage-horticulture (comme le chanvre médicinal), font de timides tentatives d'émergence, mais restent marginales.

Le massif forestier occupe environ un tiers de la surface du département. De plus en plus concentré vers le sud-ouest, il recouvre le nord du plateau de Millevaches mais également le centre du département. La filière forêt-bois (agriculture, industrie, construction et commerce) emploie plus d'un millier de Creusois.

### Une prédominance des services tournés vers les besoins des populations résidentes

Très présent sur le territoire, le secteur tertiaire non marchand occupe 40 % des emplois, contre 32,3 % en Nouvelle-Aquitaine. En particulier, les administrations publiques, l'hébergement médico-social et l'action sociale sans hébergement pèsent un tiers de l'emploi salarié, soit 9 points de plus qu'au niveau régional. Si le nombre de fonctionnaires rapporté à la population n'est pas plus important en Creuse (le taux d'administration s'y élève à 8,1 % contre 7,4 % en Nouvelle-Aquitaine), la fonction publique hospitalière y est particulièrement plus présente en couvrant 33,6 % de l'emploi public du département, contre 24,1 % au niveau régional. Depuis une décennie, l'importance du tertiaire non marchand se renforce dans le tissu économique creusois ; en effet, les services offerts, très tournés vers l'économie présente et soutenus par les besoins d'une population vieillissante, résistent mieux que d'autres secteurs économiques. Six des dix plus gros établissements employeurs creusois,

publics comme privés, sont directement liés au domaine de la santé et du médico-social, le centre hospitalier de Guéret en tête.

Les centres urbains étant moins développés, le secteur tertiaire marchand ne représente que 32,4 % de l'emploi, contre 44,4 % dans la région. Avec plus de 4 000 salariés, le commerce est présent dans des proportions comparables aux autres départements. À l'inverse, les activités de support aux entreprises sont en retrait. L'hébergement et la restauration, eux aussi en retrait par rapport à la région touristique qu'est la Nouvelle-Aquitaine, traduisent une activité touristique moins développée en Creuse. Le département ne manque pourtant pas d'atouts pour séduire des touristes en recherche d'espaces naturels. Les nombreux lacs, dont celui de Vassivière à cheval entre Haute-Vienne et Creuse, rassemblent la plupart des hébergements touristiques du département – essentiellement des campings. Aubusson, ville d'histoire située au sud du département, abrite une activité tapissière classée au patrimoine mondial de l'Unesco.

### Un tissu industriel en repli, plutôt diversifié

L'industrie représente 10 % des emplois du département, soit 4 100 emplois. Avec une baisse moyenne de 1,5 % par an, ce secteur perd sept fois plus d'emplois que l'industrie régionale entre 2009 et 2019. L'importance de l'agriculture ne se traduit pas particulièrement par une spécialisation de l'industrie dans l'agro-alimentaire. Le tissu industriel est plutôt diversifié, avec également des activités de métallurgie, ou la fabrication de machines et équipements. La société Dagard, située dans le nord-est du département à Boussac, est le plus gros employeur industriel du département, spécialisé en fabrication de matériel frigorifique industriel ► **figure 4**. Au nord de Guéret,

à Genouillac, Saint-Gobain Eurocoustic produit des matériaux de construction en laine de roche.

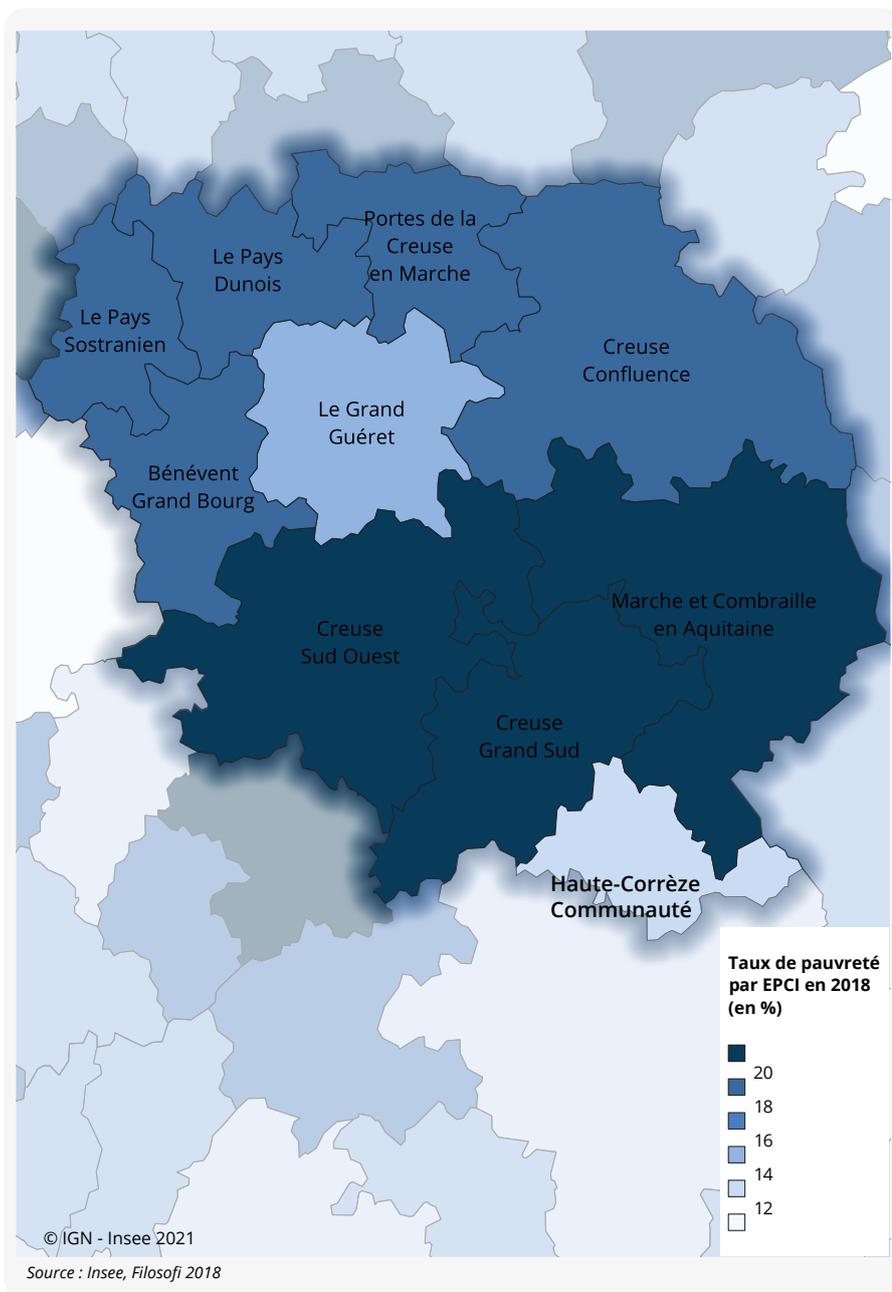
### Des revenus modestes et une pauvreté plus prégnante

Le revenu médian creusois est le plus faible de la région, et l'un des plus bas de France métropolitaine. Avec moins de 19 380 euros par an et par unité de consommation, il est inférieur de 9 % à celui de la Nouvelle-Aquitaine, et 10 % à celui de la France métropolitaine (soit environ 2 000 euros).

La forte proportion de retraités se traduit par une part importante des pensions et retraites dans la composition du revenu disponible moyen du département : cette part excède 40 %, soit 8 points de plus que la moyenne régionale. Par conséquent, la contribution des revenus d'activité est modeste, en deçà de 11 points à la moyenne régionale.

Taux le plus élevé de la région, 18,7 % des ménages creusois vivent sous le seuil de pauvreté, soit un revenu disponible par unité de consommation inférieur à 1 063 euros par mois en 2018. La Communauté d'agglomération du Grand Guéret, centre économique du département où se concentrent les fonctions administratives, est l'intercommunalité où le taux de pauvreté est le plus bas du département, avec 14,8 % ► **figure 5**. Ce taux reste néanmoins supérieur de 1,2 point à la moyenne régionale, et s'explique par la sous-représentation d'emplois de cadres et de professions intermédiaires, habituellement associés à de meilleures rémunérations. Les intercommunalités rurales concentrent davantage de pauvreté, avec des taux supérieurs à 18 %. Dans le sud du département, comme les Communautés de communes Marche et Combraille ou Creuse Sud-Ouest, ceux-ci dépassent même 20 %. La présence d'une population âgée, vivant souvent seule, et la modicité de certaines pensions de

## ► 5. Taux de pauvreté par EPCI en Creuse



retraites (notamment agricoles) explique les taux de pauvreté élevés dans ces espaces ruraux. Comme celui des plus de 75 ans, le taux de pauvreté des actifs entre 30 et 59 ans est également supérieur aux moyennes régionales, de plus de 6 points. La structure des activités et emplois du département se traduit en effet par des rémunérations inférieures, qui accroissent le risque de pauvreté et pourraient se répercuter ensuite sur le montant des pensions de retraites.

En matière de conditions de vie, la modicité du coût du logement et la forte proportion de propriétaires permet de relativiser, au moins partiellement, l'importance du taux de pauvreté monétaire. Néanmoins, l'implantation diffuse de la population hors des aires d'attraction des villes implique un éloignement de fait de certains équipements et services de proximité. Le délai d'accès moyen est plus important qu'ailleurs. Ainsi, un quart des Creusois doivent se déplacer plus de 7 minutes pour accéder aux équipements de la gamme de proximité tels qu'une boulangerie, un médecin généraliste ou une bibliothèque, contre seulement 7 % de l'ensemble des Néo-Aquitains. ●

Julien Lemasson (Insee)



Retrouvez plus de données en téléchargement sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

### ► Pour en savoir plus

- « L'essentiel sur ... la Nouvelle-Aquitaine ».
- « La Creuse à grands traits », *Insee Analyses Nouvelle-Aquitaine* n° 16, mars 2016.
- « Dynamiques agricoles en Creuse », *DRAAF Nouvelle-Aquitaine Analyse et Résultats* n° 73, décembre 2019.
- « Centre France : des difficultés et des atouts propres aux territoires essentiellement ruraux », *Insee Dossier Auvergne-Rhône-Alpes* n° 05, décembre 2018.

